

débatmilitant

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 83 | 1er décembre 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard, Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [Après le congrès du Mans du PS et le forum national à Villepinte du PCF, Les directions socialiste et communiste en quête d'un programme commun en 2007](#)
- [Retour sur le sommet et les contre-sommets de Mar del Plata...](#)
- [1905, il y a cent ans... La CGT, entre première expérience de grève générale et adoption de la Charte d'Amiens](#)

Après le congrès du Mans du PS et le forum national à Villepinte du PCF

Les directions socialiste et communiste en quête d'un programme commun en 2007

La synthèse conclue entre les cinq motions en lice au congrès du Parti socialiste au Mans a donné le signal. Les appels au rassemblement de la gauche se multiplient rue de Solferino comme place du Colonel Fabien. À l'heure où les attaques de la droite redoublent sous le coup de la surenchère sécuritaire, raciste et anti-ouvrière de Dominique de Villepin et de Nicolas Sarkozy, le premier secrétaire du PS et la secrétaire nationale du PCF relancent de concert l'idée d'une union des forces de progrès.

De droite comme de gauche, les gouvernements qui se succèdent depuis 25 ans démantèlent le droit du travail, la protection sociale, les services publics, etc. Et les directions socialiste et communiste ont laissé faire, quand elles n'étaient pas elles-mêmes aux commandes. Les partis de François Hollande et de Marie-George Buffet ont gouverné le pays entre 1997 et 2002. Et pendant cinq ans, le PCF, au gouvernement et à l'Assemblée, a soutenu continûment l'entreprise de régression sociale mise en place par l'équipe Jospin à laquelle la députée de Seine-Saint-Denis a pleinement collaboré.

Un énième accord entre socialistes et communistes ne réglerait rien pour les travailleurs. En revanche, il vise à détourner la combativité ouvrière : il réduit l'horizon à un changement de majorité à l'Assemblée, repoussant ainsi les échéances d'un combat qui ne peut pourtant attendre.

La perspective tracée par Hollande et Buffet ne peut amener que résignations et nouvelles désillusions. Une autre peut pourtant émerger : celle des luttes ouvrières contre la droite et le Medef ; d'un rassemblement immédiat sur la base d'un plan d'urgence sociale et démocratique. La campagne référendaire et les grèves depuis la rentrée confirment la volonté d'en découdre d'une fraction importante du salariat.

L'extrême gauche est la seule à être en mesure d'en défendre l'objectif et à même d'en crédibiliser la réalisation. D'autant que la proximité d'idées et de projet entre le PS et le PCF prend à contre-pied nombre de militants socialistes et communistes engagés au printemps dans la bataille en faveur du non.

Unifier le PS pour rassembler la gauche

Les « lignes » bougent à gauche faisaient-on valoir. D'aucuns misaient même sur une implosion du PS. Un vaste rassemblement antilibéral ou anticapitaliste se profilait entre les courants qui s'étaient mobilisés

contre le traité constitutionnel, à commencer par le parti de Marie-George Buffet.

Six mois après la victoire du non, les rapports du PCF avec le PS sont normalisés.

C'est ce qui transpire du congrès du Mans et des déclarations de Buffet qui ont accompagné la synthèse entre socialistes partisans du oui et tenants du non.

Le 29 mai est déjà loin. La perspective qui domine au PS c'est 2007, avec le secret espoir d'un retour aux affaires à la faveur du cycle de l'alternance. Les résultats du PS, en 2004, lors des élections régionales, européennes et cantonales, poussaient au rassemblement, et ce malgré — ou à cause même — des rivalités entre les prétendants à l'investiture du parti pour la présidentielle. Il en allait de leur crédibilité.

Sur ce point, comme sur d'autres, François Hollande, Laurent Fabius, Dominique Strauss-Kahn et consort s'accordent : l'unité du PS est un préalable au rassemblement de la gauche. Le premier secrétaire le répète : « *toutes les conditions d'une défaite de la droite sont réunies* » ; pour autant, « *la victoire de la gauche n'est pas acquise* ». Ces éléments convergent avec la position ressassée côté communiste : « *Il n'est pas possible de battre la droite sans rassembler la gauche* », constate Patrice Cohen-Séat, le bras droit de Marie-George Buffet.

Première conséquence : le clivage — « *structurant* » ! — entre oui de gauche et non de gauche est caduc. Et les promoteurs du non au sein du PS ne sont pas les derniers à le prétendre. Henri Emmanuelli est aussi net que Laurent Fabius : « *Il est vital pour la présidentielle de dépasser le oui et le non.* » Et d'ajouter : « *Il fallait que le militant socialiste qui a voté non ait l'impression d'être pris en compte par son parti. La majorité a eu l'intelligence de le comprendre* ». Benoît Hamon, autre leader du non socialiste, le confirme : « *le clivage issu du référendum est bien dépassé* ». Dès le 29 mai au soir, les communistes avançaient cette nécessité...

Le congrès du PS est la première étape. Elle en appelle d'autres.

Le député des Landes, désormais préposé au « *projet* », proposera « *un compromis global entre toutes les formations de gauche qui souhaitent le rassemblement indispensable pour la victoire* » d'ici le printemps 2006. Ce « *projet* » sera le socle du « *contrat de gouvernement* » que les socialistes et leurs alliés de la « *gauche durable* » porteront en commun dans deux ans.

« *Battre la droite !* » : tel est le nouveau cri de ralliement d'une gauche gouvernementale qui n'entend nullement laisser passer son tour en 2007. Et les pressions sur l'extrême gauche se feront d'autant plus pressantes que les échéances électorales se rapprocheront. On se souvient des attaques dont les révolutionnaires avaient été la cible le 21 avril 2002 où Arlette Laguiller et Olivier Besancenot comptabilisaient 10 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle...

La question des consignes de vote va immanquablement rebondir. Savoir maintenir le cap s'avèrera décisif. Sans quoi l'extrême gauche abdiquerait de ses responsabilités vis-à-vis des classes populaires : les aider à faire entendre leurs exigences, et ce quel que soit le gouvernement qui sortira des combinaisons électorales de 2007.

Des militants communistes en rupture

La réaction de Marie-George Buffet aux décisions arrêtées au Mans ne s'est pas faite attendre. Le lendemain, *L'Humanité* enregistrait l'évolution positive : « *La synthèse réalisée, qui affirme l'engagement du PS sur plusieurs mesures qu'un gouvernement de gauche devrait prendre en matière économique et sociale, marque une inflexion à gauche* ». « *Sur un certain nombre de points, le Parti socialiste a bougé sur la gauche, ce n'est pas pour nous déplaire !* », expliquait la secrétaire nationale. Qu'une majorité de socialistes entérine à nouveau le « *réformisme de gauche* » échappe entièrement aux observateurs communistes obnubilés par les échéances électorales.

« *Je tiens énormément à ce que la construction d'un programme de la gauche se fasse publiquement et en toute transparence* », indique Buffet. « *Je me bats pour qu'on arrive ainsi à un contrat entre toutes les forces de gauche sur un programme de transformation sociale* ». Et la députée de Seine-Saint-Denis entend y inclure l'extrême gauche : « *car si elle se contente de faire la leçon en refusant de participer à une union populaire, on n'avancera pas* », dixit l'ancienne ministre de Jospin.

La perspective d'un retour rapide aux affaires enflamme uniquement Buffet et son équipe. Plus de deux mille délégués étaient attendus au forum national pour « *une alternative à gauche* » à Villepinte le 26 novembre. La secrétaire nationale a appelé à l'élaboration d'un programme de toute la gauche devant à peine

plus de 500 personnes. Cette désaffection des rangs communistes n'est pas la première.

Nombre de militants du PCF sont les premiers à rejeter une orientation qui vise à refaire ce qui a été défait en 2002. Et ils se manifestent régulièrement ! Ils boycottent les initiatives prises par la direction communiste. Même lors des consultations internes du PCF, ils s'abstiennent ou ne prennent pas part aux votes. Pour l'essentiel, ils ont mis entre parenthèse leur militantisme, sinon quitté le PCF sur la pointe des pieds.

Le fiasco de Villepinte conforte l'idée d'une fracture entre base et sommet sur laquelle les révolutionnaires devrait chercher à peser au lieu d'engager des discussions avec une direction discréditée sur son terrain : celui des élections et de la participation gouvernementale dans le cadre de l'État et de ses institutions.

Déjà, les meetings unitaires, tout au long de la campagne du non, avaient témoigné de l'écart séparant, d'un côté, le point de vue de l'appareil désireux de capitaliser sur un plan électoral et négocier au mieux avec les partenaires socialistes et écologistes les échéances de 2007 et, d'un autre côté, celui de la base du parti applaudissant à tout rompre Olivier Besancenot évoquant les mobilisations sociales et repoussant toutes alliances avec les sociaux-libéraux.

Certes beaucoup de communistes se sont réinvestis pendant la campagne référendaire ; mais ils demeurent en attente d'un débouché qui tranche avec une énième mouture d'union de la gauche. L'extrême gauche a acquis un capital. Le faire fructifier, c'est dessiner une alternative aux vieux appareils ; et c'est contrecarrer les illusions électoralistes qu'ils tentent de nouveau de répandre.

La responsabilité des révolutionnaires

Jamais depuis des décennies, l'extrême gauche n'a été en meilleure situation pour faire entendre les exigences du monde du travail et tracer la perspective d'un mouvement d'ensemble seul capable d'inverser le rapport de forces. Ce crédit accumulé depuis la présidentielle de 1995 où Arlette Laguiller avait rassemblé 1 600 000 voix sur son nom est un point d'appui pour faire la démonstration, à une échelle large, de l'impasse dans laquelle la direction Buffet cherche à engager ses troupes et, au-delà, la classe ouvrière.

En dix ans, l'extrême gauche s'est affirmée face à une gauche aux multiples facettes mais dont les diverses composantes se retrouvent au pouvoir depuis des décennies : c'est vrai du PS, du PCF et des Verts nationalement ; mais c'est également le cas des diverses expressions de la « gauche radicale » dans les conseils municipaux jusqu'aux exécutifs régionaux.

Le ralliement en Île-de-France de la « gauche radicale » à la liste de la Gauche populaire et citoyenne lors des régionales en 2004 en témoigne suffisamment. Ces secteurs de « la gauche de la gauche » sont liés aujourd'hui à la tête de la région aux sociaux-libéraux.

Ce sont ces mêmes réseaux qui sont à l'origine de l'appel « du lundi » dont le but est d'*« éviter la dispersion des candidatures aux prochaines élections en 2007 et 2008 »*. Ils travaillent depuis 2002 pour rééquilibrer « la » gauche au détriment des sociaux-libéraux dans le cadre d'une perspective gouvernementale. C'est leur politique, ce n'est pas la nôtre. Les militants de notre organisation qui signent cet appel se placent dans cette logique et placent l'organisation en alliée d'une des composantes de la gauche de gouvernement. C'est une erreur.

Nous devons préserver notre indépendance vis-à-vis de la gauche de gouvernement et préparer le mouvement ouvrier à faire valoir ses droits quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes en 2007.

C'est la condition même pour qu'aujourd'hui nous ne nous laissions pas détourner des luttes pour nous égarer dans les impasses électoralles et institutionnelles.

Ne nous écartons pas de la bataille politique permettant de populariser la nécessité et la possibilité d'une contre-offensive du monde du travail, sur la base d'un plan d'urgence sociale et démocratique.

Serge Godard



Retour sur le sommet et les contre-sommets de Mar del Plata...

Trois événements se sont produits la première semaine de novembre en Amérique Latine, à Mar del Plata (Argentine), qui ont marqué l'actualité politique internationale et, bien sûr, la lutte de classes dans les pays directement concernés. Le Sommet des Amériques s'est réuni en présence de Bush pour discuter de l'ALCA (Accord de libre Commerce pour les Amériques). Un « contre-sommet » a eu lieu au même temps, à l'appel des organisations altermondialistes et avec l'appui du gouvernement argentin. Parallèlement, les organisations de gauche et du mouvement ouvrier opposées à ce contre-sommet ont organisé une mobilisation dans la rue pour protester contre la présence de Bush et pour demander la rupture avec l'impérialisme. Chacun de ces événements a son importance et mérite une réflexion, même avec un certain retard. Beaucoup de questions en jeu en Argentine sont très proches des thèmes en débat entre nous. C'est un débat militant.

L'échec de Bush et la crise en Amérique Latine

Le sommet de Mar del Plata a été un échec pour Bush. Il a été même chahuté pendant la Conférence. Il a pu imposer l'ALCA comme thème central mais la déclaration finale enregistre la décision des pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay et le Venezuela) d'ajourner la négociation. Il est arrivé en Argentine comme un président en recul et il est parti avec un recul supplémentaire. C'est une indication des difficultés politiques croissantes de l'impérialisme américain.

Chavez a proclamé que le sommet était l'enterrement de l'ALCA. Cette affirmation triomphaliste ne correspond pas à la réalité. L'échec n'est pas tant le résultat d'une mobilisation contre l'impérialisme que des propres contradictions de celui-ci. Après Mar del Plata, Bush a rencontré Lula au Brésil. Leur déclaration commune affirme dans son point 8 la validité de l'ALCA comme politique d'intégration. Le gouvernement de gauche de l'Uruguay vient de signer avec les États-Unis un traité de protection des investissements. Le Paraguay négocie l'installation d'une base militaire. Quant au Venezuela, loin de quitter la Conférence de Mar del Plata, il a signé la déclaration finale.

Il n'y a pas un quelconque soulèvement national contre l'impérialisme dans les pays du Mercosur. L'impérialisme a été amené à travailler avec des gouvernements de gauche. Les conditions du marché mondial, l'évolution des rapports entre les bourgeoisies et l'impérialisme donnent lieu à une série d'affrontements et de conflits. Ces conflits correspondent à la négociation des rapports de forces entre Etats et seront présents aussi à Hong Kong dans les négociations au sein de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

Le Mercosur ne constitue pas une alternative à la domination impérialiste. C'est un bloc commercial appuyé par les bourgeoisies brésilienne et argentine et aussi par les entreprises impérialistes qui ont investi dans ces pays dans la production locale et qui voudraient un commerce le plus « libre » possible. D'un autre côté, tant l'Argentine que le Brésil ont un accès privilégié au marché mondial des produits agricoles, mais les subventions de l'Union Européenne et des États-Unis réduisent ces bénéfices.

Il ne faut pas confondre une lutte nationale avec un affrontement entre diverses fractions du capital. La vraie question se situe au niveau des régimes politiques. Les gouvernements de gauche seront-ils capables d'appliquer les mesures que la domination impérialiste impose –par exemple, l'austérité et la misère nationales pour les masses, avec des excédents budgétaires de 5 % du P.B.I (Produit Brut Intérieur)- en gardant le contrôle du mouvement ouvrier et en assurant la « paix sociale » ? Rien n'est moins sûr.

De ce point de vue, la réunion de Mar del Plata a été aussi un échec pour le gouvernement Kirchner. Le président de l'Argentine a eu une réunion préalable avec Bush, pour arriver à un compromis dans ses négociations avec le FMI (Fonds Monétaire International) et les centres du capitalisme financier. Les demandes argentines ont reçu une réponse négative et ont ouvert une phase d'instabilité.

La mobilisation de la gauche

En quelques heures, comme dans un laboratoire mais dans la ville et dans les rues, on a pu observer à

Mar del Plata les protagonistes de différentes alternatives politiques et sociales, on a pu observer leurs comportements et leurs politiques.

Le fait que la population argentine, prise dans son ensemble, ait réservé un mauvais accueil à Bush est aussi une indication sur la situation politique du pays et du Continent. Il y a eu des manifestations diverses dans tout le pays. Mais à Mar del Plata les événements ont été plus complexes car il y a eu deux rassemblements opposés.

Un ensemble de groupes et partis a organisé le « contre-sommet » dans un stade situé à la périphérie de la ville. Cet ensemble comprend les organisations partisanes de Kirchner, le Parti Communiste, les altermondialistes, des tendances diverses et aussi les représentants des gouvernements de Cuba et du Venezuela. Le MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs) de l'Argentine, le PSOL (Parti pour le Socialisme et les Libertés) et le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié) du Brésil ont fait partie aussi de ce « contre sommet ».

Quels ont été les traits politiques de ce rassemblement ? Pas de mobilisation dans les rues pour demander le départ de Bush, pas de programme de rupture avec l'impérialisme en Argentine et en Amérique Latine, appui aux gouvernements qui appliquent des politiques directement néolibérales (Lula et Vazquez) ou qui négocient de nouvelles conditions avec l'impérialisme (Kirchner), une déclaration finale qui ne va pas plus loin que la charité chrétienne et qui tourne le dos à la nécessité d'une mobilisation au niveau continental contre l'impérialisme, pour l'expropriation du grand capital, pour la révolution agraire, pour les revendications ouvrières... Au lieu d'une mobilisation contre Bush et l'impérialisme, on a eu droit à une mascarade de marche dans les rues à 7 heures du matin avec Maradona et des politiciens du gouvernement à la tête puis à une réunion, vers midi, dans le stade avec des chanteurs et un discours final de Chavez, qui a fait l'éloge de Rosa Luxemburg et de l'Alliance pour le Progrès de Kennedy, mais qui n'a pas soufflé un mot sur une perspective de lutte. Il a enterré l'ALCA et fêté le Mercosur.

Le « contre sommet » de Mar del Plata a été une version argentine du Forum Social Mondial de Porto Alegre financé et contrôlé par le gouvernement. Le mouvement alter mondialiste a exprimé ainsi ses tendances les plus négatives, comme un appendice de gouvernements bourgeois.

La mobilisation contre Bush et sa politique et contre les gouvernements a eu lieu le vendredi 4 dans l'après-midi et a reposé surtout sur les épaules du Parti Ouvrier et de son organisation de piqueteros, le Polo Obrero : y participaient également le PTS (Parti des Travailleurs pour le Socialisme) et le MAS (Mouvement au Socialisme). Ces organisations avaient appelé à boycotter le « contre-sommet ». La CCC (Courant Classiste et Combatif), organisation de piqueteros du PCR (Parti Communiste Révolutionnaire) maoïste a écouté Chavez au stade et a participé ensuite à la manif. Cette mobilisation a eu comme mots d'ordre « *Bush dehors de l'Argentine et de l'Amérique Latine* » et aussi « *rupture avec le FMI* » et « *retrait des troupes de l'Argentine et du Brésil de Haïti* ». C'est une question élémentaire. Il faut se mobiliser contre la domination impérialiste et contre le gouvernement de son propre pays.

Marcelo N.

↑

1905, il y a cent ans...

La CGT, entre première expérience de grève générale et adoption de la Charte d'Amiens

Le désarroi est sérieux dans les rangs syndicaux, les interrogations nombreuses. Dans la situation d'urgence actuelle, les directions confédérales n'apportent aucune réponse pouvant satisfaire les militants soucieux d'organiser les salariés pour se défendre contre l'offensive patronale et gouvernementale. Au contraire, depuis longtemps intégrées au système, elles se situent en accompagnement du pouvoir, incapables de la moindre indépendance, voire comme des forces désorganisatrices.

Beaucoup de militants s'interrogent. Quel syndicalisme pour aujourd'hui ? Comment reconstruire des organisations de la classe ouvrière indépendantes, pour les luttes ? Comment maintenir ou redonner vie à une conscience de classe ? C'est avec ces questions en tête qu'il est utile de revenir aux années du début du siècle dernier, dans cette période où les travailleurs construisaient leurs premières organisations de masse, comme la CGT, en toute indépendance de la bourgeoisie. Il s'agissait pour eux de bâtir une organisation de lutte pour conquérir des droits sociaux et démocratiques, le droit à l'existence comme êtres humains à part pleine et entière, pour conquérir leur émancipation.

En 1905, la CGT entre dans sa dixième année, elle se lance dans sa première grande expérience de grève générale et prépare le congrès d'Amiens (1906) où elle adoptera la célèbre Charte qui formule les conceptions du syndicalisme révolutionnaire lié au courant anarchiste. Il y a pour les militants d'aujourd'hui beaucoup à apprendre de cette période sur les questions de la construction d'une organisation indépendante et des rapports militants. Les problèmes politiques que ces militants ont eu à résoudre apportent un éclairage utile sur les questions de la grève générale et du rapport entre grève et révolution, et aussi sur le problème de l'Etat et du pouvoir, des rapports entre politique et syndicalisme. Questions militantes qui sont pleinement d'actualité.

Nos lecteurs et camarades trouveront sur notre site la suite de cet article qui s'inscrit dans la série que **débatmilitant** consacre à l'année 1905.

Franck Coleman



**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débatmilitant**. Merci.**